

Le CEPF et les oiseaux : un partenariat naturel

Depuis 12 ans, le Fonds de Partenariat pour les Ecosystèmes Critiques (CEPF) œuvre à la protection de la biodiversité mondiale en concentrant ses activités sur une base scientifiquement fondée : les hotspots. Ces hotspots, ou points chauds, sont les zones du monde les plus riches en biodiversité et les plus menacées. Les oiseaux, parce qu'ils sont le groupe animal le mieux connu au monde, jouent un rôle important pour la définition des hotspots, via notamment les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) définies par le réseau BirdLife International. Mais les oiseaux sont également les bénéficiaires directs des actions du CEPF. Retour sur une collaboration qui donne des ailes.



© Conservation International/photo by Russell A. Mittermeier



© Thomas Gheslerme



© Prénom Nom

À gauche, n haut : le souimanga orangé. En bas : un jeune monarque de Tahiti. À droite : un ibis de Davison.

COMMENT financer la biodiversité mondiale de manière stratégique, conséquente et pérenne ? C'est tout l'enjeu d'un mécanisme de financement de la biodiversité, mis en place par le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques, le CEPF, depuis plus de 10 ans. À l'origine, une discussion entre l'ancien président de la banque mondiale, James D. Wolfensohn et Peter A. Seligmann, directeur de Conservation International (CI). À cette époque, en 1995, la Banque mondiale était à la recherche de nouveaux projets pour renforcer ses relations avec la société civile et CI cherchait à créer un instrument flexible pour apporter des financements conséquents et sur le long terme aux organisations de la société civile. Avec comme objectif commun d'accorder aux communautés vivant dans les endroits les plus importants au monde sur le plan de la biodiversité le pouvoir et la capacité de protéger les paysages et les espèces qui les entourent. En 2000, le CEPF est créé, Conservation International, la Banque mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial apportant chacun 25 millions de dollars pour lancer les activités. Au fur et à mesure des années, ces membres fondateurs seront

rejoints par la Fondation Mac Arthur, le gouvernement du Japon, puis l'Agence française de développement en 2007 et enfin l'Union européenne en 2012.

Hotspots et ZICO

Initialement, les hotspots ont été désignés par l'équipe de l'écologue Norman Meyers qui en dénombrait 24 en 1988, principalement basés sur les plantes vasculaires. Sur la base de ces travaux, Conservation International publiait en 2000 une liste affinée définissant 34 hotspots à préserver en priorité dans le monde. Pour le Président de CI, Russel Mittermeier, l'idée de ce travail de priorisation, c'est de savoir "dans quel endroit un dollar donné a le plus d'effet pour ralentir l'extinction actuelle de biodiversité". Pour être considéré comme hotspot, un milieu doit être à la fois très riche en biodiversité et être sous une menace directe extrême, définie par la perte d'au moins 70% de la couverture végétale originelle – ce qui explique la notion d'écosystèmes "critiques", ou en danger critique de disparition. Les hotspots sont des zones écologiques vastes, qui recouvrent de nombreux sites naturels d'importance, ou Zones Clés pour la Biodiversité (ZCB). Le plus souvent, ces zones sont aussi des Zones d'intérêt pour la Conservation des

Oiseaux (ZICO). Grâce au travail d'observation de millions d'ornithologues amateurs, dont les données sont rassemblées et analysées grâce au réseau BirdLife International, les oiseaux sont un des groupes phares permettant d'identifier les ZCB – zones pour la protection desquelles le CEPF se mobilise.

Le profil écosystémique, un outil stratégique

Avant tout investissement sur le terrain, le CEPF réalise dans chaque hotspot une étude participative, à laquelle collaborent scientifiques, organisations de la société civile et représentants des gouvernements. La première tâche est de rassembler les données biologiques, sociales et économiques, d'identifier les menaces et les actions de conservation déjà en cours. Une fois l'ensemble des données acquises, le profil va identifier les ZCB et les corridors écologiques qui permettent le maintien des processus évolutifs et donc à long terme la survie des sites et des espèces. Les profils incluent également une analyse de la situation socio-économique et du cadre politique du hotspot, afin d'identifier les menaces sur l'environnement mais aussi de tisser un lien entre conservation et lutte contre la pauvreté. Pour

le CEPF, ce "profil d'écosystème" est un outil stratégique privilégié pour la conservation de la biodiversité : le fonds sélectionne, sur la base de cette étude participative, les sites prioritaires et les thématiques de travail pour les futurs projets de terrain.

BirdLife International, un partenaire de choix

L'élaboration des profils d'écosystème est souvent un temps fort pour la communauté de conservation de la région et participe à son renforcement. Riche de ses 117 organisations de protection de la nature, le réseau BirdLife a participé à de nombreuses rédactions de profil écosystémiques. Et le plus souvent, cette collaboration l'a également conduite à prendre en charge l'équipe régionale de mise en œuvre du profil, mandatée par le CEPF. La structure en réseau de BirdLife est unique au monde. Tous ses représentants sont des associations de terrain, possédant non seulement une rigueur scientifique mais également des membres et des bénévoles impliqués dans leurs communautés locales. La compétence de BirdLife couvre à la fois le local et le global, sollicitant un réseau dense de la société civile, principale raison de sa collaboration durable avec le CEPF. Ces dernières années, elle a été en charge de trois hotspots : dans le Bassin méditerranéen, aux côtés de la LPO/BirdLife France, dans le hotspot des montagnes d'Afrique Orientale et d'Arabie, et dans le hotspot Indo-Birman.

Les oiseaux, très largement bénéficiaires du CEPF

Non seulement BirdLife a pu participer au profil éco-systémique des hotspots, mais elle a également largement bénéficié du mécanisme de financement du CEPF, puisqu'elle a perçu depuis 12 ans, pas moins de 10 millions de dollars pour plus d'une trentaine de projets. À ce chiffre il convient de rajouter les financements obtenus par les partenaires nationaux du réseau BirdLife. De nombreux projets de protection des oiseaux ont pu être financés grâce au CEPF, depuis des projets visant à sauvegarder une espèce en danger (p. xx), aux projets de sensibilisation (p.xx), jusqu'aux projets



Adstiendo colligendos exprimebat domus super colligendos ad fingerent cuncta circulis.

© Prénom Nom

de mise en réseau de protecteurs de la nature (p.xx). Pour autant, BirdLife et son réseau n'ont pas l'apanage de tous les projets avifaune portés par le CEPF et de nombreuses autres organisations de la société civile ont pu en bénéficier, sur les cinq continents (p. xx). Un partenariat naturel riche et qui n'est pas prêt de s'arrêter. Le CEPF

vient de s'investir ou de se réinvestir dans des hotspots comme les forêts du golfe de Guinée, Madagascar et les îles de l'océan Indien, la Mélanésie orientale ou encore la Wallacea qui comprend les îles Celebes et Molluques. Tous des hotspots qui abritent une avifaune exceptionnelle et menacée.

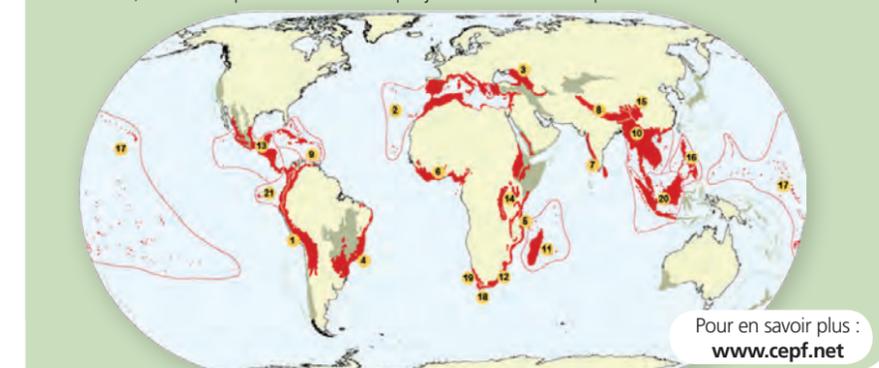
BIRDLIFE ET LE CEPF EN CHIFFRES

Le CEPF a investi depuis 2000 dans 23 hotspots, pour un montant de projets de plus de 120 millions d'euros.

En 12 ans, plus de 1 700 groupes de la société civile, de la petite organisation de base aux grandes organisations, en passant par des organisations paysannes ou des centres de recherche, ont bénéficié de ces financements. Les subventions s'échelonnent de quelques milliers de dollars (programmes de petites subventions) à plusieurs centaines de milliers d'euros.

BirdLife International a fait partie de trois équipes régionales de mise en œuvre dans les hotspots du Bassin méditerranéen, des montagnes d'Afrique Orientale et d'Arabie, et dans le hotspot Indo-Birman.

BirdLife International a bénéficié, depuis 2000, de plus de 10 millions d'euros de financement, pour 31 projets à travers 12 hotspots (forêt atlantique, Caraïbes, forêt côtières d'Afrique orientale, forêts du golfe de Guinée, Madagascar, montagnes de la Chine occidentale, Amérique centrale, Polynésie-Micronésie). Sans compter les nombreux projets accordés aux représentants nationaux du réseau.



Pour en savoir plus : www.cepf.net

Un nouvel espoir pour la colombe de Grenade

Caraiibes



© Anthony "Jere" Jeremiah / Tonydove200@yahoo.com



© Ted Lee Eubanks

La colombe de Grenade. Le parc national du mont Hartman sur la droite.

En danger critique d'extinction, la colombe de Grenade a besoin de toutes les bonnes volontés pour améliorer son statut de conservation. Lancé en 2012, par le *Grenada Dove Conservation Programme* et cofinancé par le CEPF, un nouveau projet va tenter de protéger deux zones clés pour cet oiseau, afin d'y promouvoir un tourisme de vision et de renforcer les capacités des associations locales.

L'ÎLE de Grenade, dans les Petites Antilles, abrite les dernières populations de la colombe du même nom. Il semble qu'historiquement cet oiseau au plumage bicolore, à la poitrine blanche/brun-rose et aux ailes sombres, était non seulement plus largement représenté sur Grenade mais également sur les îles alentours. Désormais, il est difficile d'entendre le chant de cette colombe, tant se font rares ses individus. Selon les derniers comptages en 2007, 130 individus auraient été identifiés, principalement confinés sur deux sites : le mont Hartman et Perseverance, deux zones clés pour la biodiversité du hotspot des îles des Caraïbes. Les principales menaces, responsables de la chute de près de 50% des effectifs de la colombe depuis les années 1990, sont la dégrada-

tion de son habitat liée aux ouragans et à l'artificialisation de sols, et les espèces exotiques envahissantes, comme les rats, les chats et les mangoustes. Situé au sud-ouest de l'île, le mont Hartman est une zone de 154 ha classée en parc national en 1996 par le gouvernement de Grenade pour protéger la colombe éponyme, en danger critique d'extinction. Cette zone clé se situe dans les forêts sèches de l'île, ce qui lui confère une végétation composée principalement de buissons de cactus épineux et d'habitats forestiers côtiers. Le mont Hartman cache également deux petites mangroves qui abritent une biodiversité particulièrement riche. Aigrettes

En 2007, seulement 130 individus auraient été identifiés

tricolores, aigrettes bleues, hérons verts, bécasseau semi-palmé et autres limicoles sont des familiers des lieux. Malgré cette incroyable biodiversité, en 2006, le parc a été déclassé pour permettre la construction d'un vaste complexe touristique, dont le chantier ne cesse d'être repoussé, depuis la crise financière. Ce délai inespéré a permis aux associations locales de se faire entendre et de défendre leur cause. De nombreuses discussions avec les autorités ont permis de modifier le projet initial, de redéfinir les frontières du parc et de minimiser les impacts sur la colombe. Une seule route a été tracée sous les conseils avisés d'un biologiste expert de la colombe et les exploitants du complexe se sont engagés à financer un programme de piégeage des espèces envahissantes et de suivi de la prédation. Pour autant, le parc n'est toujours pas

officiellement reclassé, et c'est une des priorités de ce nouveau projet. Le site de Perseverance, lui, se situe sur la côte ouest de l'île. Si en 1995 il a perdu 50% de sa surface pour la construction d'une carrière et d'une décharge, une partie du site est désormais classée en aire protégée et héberge le "Sanctuaire de la colombe de Grenade". Un peu plus

La maison du site du mont Hartman. En vignette : la maison de site du sanctuaire de Perseverance. Le bâtiment a été abandonné depuis le dernier ouragan. De gauche à droite : Anthony Jeremiah (Grenada Dept. of Forestry), Holly Robertson (SCSCB), et Lisa Sorenson (SCSCB).

à l'est et dans les terres se trouve le site de Beauséjour/Grenville Vale. Ce site abrite une des dernières zones significatives de forêts sèches de l'île et présente un urgent besoin de protection. Comme un corridor végétal relie Perseverance à Beauséjour, ce dernier revêt une importance capitale pour augmenter les efforts de conservation de la colombe. En 2004, l'ouragan Ivan a causé des dommages considérables pour l'île et pour les populations de la colombe. Sur la côte ouest, la population est passée de 36 mâles appelants à moins d'une dizaine. L'ouragan a également dévasté les quelques infrastructures de la zone, comme à Perseverance où la maison de site a été dévastée et n'a jamais été reconstruite. Quelques sentiers persistent pour un potentiel tourisme de vision, mais leur proximité avec la

principale décharge de l'île n'invite pas à la découverte de la nature. La maison du parc propose pourtant des visites ornithologiques pour tenter d'observer la très emblématique colombe. Depuis 1998, de nombreux plans de sauvegarde ont été menés par des partenaires locaux, comme le *Grenada Fund for conservation*, le Département des Parcs et des forêts et le Programme de Conservation de la colombe de Grenade. L'objectif de ce dernier projet, lancé en 2012 et financé par le CEPF, est d'assurer le maintien à long terme des deux sites clés pour la conservation de la colombe : mont Hartman et Beauséjour. Pour y parvenir, le *Grenada Dove Conservation Programme* s'est fixé comme principaux objectifs de renforcer les actions de gestion, de sensibilisation et d'écotourisme. Sur ce dernier

LE HOTSPOT DES ÎLES CARAÏBES

Le hotspot des îles des Caraïbes est un archipel d'îles tropicales et semi-tropicales qui comprend 30 nations et territoires et s'étend sur plus de 4 millions de km² sur l'océan. Le profil se concentre sur 6 corridors et 45 zones clés pour la biodiversité, présents dans 11 pays : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Dominique, République dominicaine, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Christophe-et-Nièves, Sainte-Lucie et Saint-Vincent et les Grenadines. Espèces de faune et flore mondialement menacées : 703
Espèces d'oiseaux mondialement menacées : 51
Investissement du CEPF dans la région : 6,9 millions de dollars (2010-2015)
Profil écosystémique : BirdLife International (2010)
Equipe de mise en œuvre régionale : Caribbean natural resources institutes (CANARI)



Zone humide menacées du mont Hartman



© Ted Lee Eubanks

Le perroquet robuste, un ambassadeur pour la forêt

Afrique
du sud



Le perroquet robuste ou perroquet du Cap. À droite : Les forêts de Yellowwood et les montagnes Amatholes (en vignette) qui abritent la population du perroquet.



Wikimedia Commons © Lysippos

Jadis vu comme un ravageur de culture, le perroquet robuste est désormais l'emblème de la restauration de la forêt d'Amathole, en Afrique du Sud. Lancé en 2011, par le Wild Bird Trust et financé par le CEPF, le projet de "Conservation du perroquet robuste" porte déjà ses fruits.

LE perroquet robuste a jusqu'à maintenant assuré sa survie en élisant refuge dans le paradis des randonneurs, les montagnes Amathole, situées à l'extrémité méridionale de l'Afrique du Sud. C'est en effet dans un terrain forestier accidenté, porté par des falaises et des cascades, coincée entre les villages de Hogsback et la ville de Stuttenheim, que la population sud-africaine de ce grand perroquet, à la poitrine émeraude et aux ailes bordées d'orange, se déploie. Si son statut de conservation est actuellement en "Préoccupation mineure", sa population subit un déclin important et elle est désormais estimée, en Afrique du Sud, à moins de 1 000 individus. Les causes de ce déclin ? La dégradation de son habitat et une épidémie qui décime ses populations.

Ce perroquet n'a de robuste que le nom et il fait actuellement les frais de sa spécialisation. Il dépend en effet des emblématiques "Yellowwood", ces gigantesques arbres de la famille des *Podocarpus*, dont il mange les fruits et utilise les cavités du tronc pour nicher. Or, la déforestation massive du début du 20^e siècle et l'apparition, dans les années 1960-70, d'une agriculture intensive et mécanisée ont eu raison de cet habitat forestier. Le perroquet robuste était alors vu comme un ravageur de culture et ne bénéficiait pas de la sympathie des populations. Aujourd'hui, il est cantonné aux dernières parcelles de forêts restées intactes,

La population de perroquet robuste subit un déclin important

mais il doit désormais faire face à une épidémie de la Maladie du bec et des plumes (en anglais, Psittacine Beak and Feather Disease ou PBFD) qui détruit ses populations.

C'est dans ce contexte, qu'est né, en 2011, le projet "Izikhwenene" (perroquet robuste en langue Xhosa), porté par l'ONG Wild Bird Trust (WBT). Au sein d'une des zones clés pour la biodiversité du hotspot Maputaland-Pondoland-Albany, ce projet a pu bénéficier du soutien du CEPF pour en faire un exemple de bonnes pratiques. Comment ? En garantissant la survie du perroquet robuste par l'action des populations locales. Le premier objectif de ce

projet a été de sensibiliser les habitants des villages alentours pour inverser leur point de vue sur cette espèce tout en garantissant sa conservation. Des activités génératrices de revenus ont ainsi été mises en place avec des groupes de femmes pour vendre des sacs de noix de pécan afin de diversifier les sources d'alimentation du perroquet. Elles s'occupent ainsi d'un verger devenu un véritable "sanctuaire" pour l'oiseau,

et récoltent les noix de pécan qu'elles revendent par la suite. Une partie des bénéfices est reversée pour l'entretien du verger et l'autre va à la communauté locale. Le deuxième objectif vise à proposer une alternative à l'habitat dégradé du perroquet par la confection et la pose de nichoirs. Près de 600 nids ont ainsi été construits par les villageois en collaboration avec une compagnie forestière d'Amathole. Enfin, le troi-

sième et dernier objectif se focalise sur des actions de restauration de la forêt en plantant des essences indigènes. Les villageois font pousser en pépinière 25 000 plants qu'ils vont replanter. Une compensation leur sera reversée en fonction de la survie des plants.

Pour le WBT, le perroquet robuste est devenu un véritable ambassadeur de la forêt.

Les habitants de quatre villages sont désormais en charge du suivi du perroquet et notamment de l'occupation des nichoirs. Une participation assez incroyable quand on sait qu'il y a peu, le perroquet était vu comme une espèce nuisible. Ce projet porte en lui un véritable espoir de changement pour une région où non seulement l'économie est anémiée mais qui conserve également les cicatrices d'une histoire politique très mouvementée.

LE HOTSPOT MAPUTALAND-PONDOLAND-ALBANY

Ce hotspot regroupe trois zones d'endémisme sur une surface de 275 000 km² à travers le Mozambique, le Swaziland et l'Afrique du Sud. Ce hotspot abrite une biodiversité exceptionnelle, tant par la richesse de ses écosystèmes que par les millions de vie qui en dépendent. Le profil se concentre sur 22 zones clés pour la biodiversité et 2 corridors écologiques prioritaires présents dans les trois pays du hotspot.

Espèces de flore et de faune mondialement menacées (recensement Liste rouge UICN) : 615

Espèces d'oiseaux mondialement menacées : 16

Investissement du CEPF dans la région : 6,65 millions de dollars (2010-2015)

Profil d'écosystème : Conservation International et le South African National Biodiversity Institute (2009-2010).

Equipe de mise en œuvre régionale : Wildlands Conservation Trust (Wildlands)



Deux nouvelles aires protégées à Madagascar

Madagascar



Un pygargue de Madagascar.

Pendant trois ans, le *Peregrine Fund* a œuvré avec les associations locales de Tambohorano et de Bealanana pour assurer la gestion des Nouvelles aires protégées de Mandrozo et de Bemanevika, sanctuaires d'espèces mondialement menacées comme le fuligule ou le pigargue de Madagascar.

LE hotspot de Madagascar fut l'un des trois premiers où le CEPF s'est engagé, dès sa création en 2000. Un des résultats forts de la première période d'investissement fut l'engagement du gouvernement malgache, lors du Congrès mondial des aires protégées en 2003, de tripler la superficie des aires protégées, passant de 1,7 à 6 millions d'hectares. Cet objectif, appelé la "vision de Durban", a par la suite été concrétisé par la mise en place d'un système d'aires protégées. Deux

Les calaos des Ghats occidentaux, protégés par leurs anciens chasseurs

Inde



L'habitat mosaïque (forêts, prairies et marais) de l'aire protégée de Bemanevika. Un pêcheur sur le lac de Mandrozo Lake, Tdans l'aire protégée de Tambohorano.

principales composantes en font partie : les Parcs nationaux et les Nouvelles aires protégées. C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet mené depuis 2009 par le *Peregrine Fund* dans l'ouest de Madagascar, avec le soutien du CEPF. Son objectif ? La création de deux nouvelles aires protégées à Bealanana et Tambohorano tout en renforçant les capacités de gestion des ressources naturelles des associations locales. Les deux aires protégées ciblées par le projet sont Bemanevika à Bealanana et Mandrozo à Tambohorano. Toutes deux sont des sites prioritaires pour la protection d'espèces mondialement menacées comme le fuligule, le pygargue, le serpen-

Une biodiversité remarquable !

taire ou encore le crabier blanc, tous endémiques de Madagascar, sans parler des nombreuses populations de lémuriers et de reptiles. Le site de Bemanevika abrite, sur une surface de 32130 ha, une mosaïque d'écosystèmes incluant des lacs, des marais, des prairies et des forêts tropicales humides alors que le site de Mandrozo abrite des habitats de zones humides, de forêts et de savanes. Grâce à cette biodiversité remarquable, les deux sites ont été classés comme Nouvelle aire protégée au début du projet. Néanmoins, ce statut est temporaire et l'obtention du statut définitif s'acquiert au cours d'un processus relativement long qui demande d'importantes ressources

LE HOTSPOT MADAGASCAR ET LES ÎLES DE L'OcéAN INDIEN

Le hotspot de Madagascar comprend la nation de Madagascar et divers archipels alentours comme les Mascareignes, les Comores et les Seychelles à l'ouest de l'océan Indien. Ce hotspot couvre ainsi une surface de 594 221 km², dont 587 045 pour Madagascar, qui est une des plus grandes îles de la planète. Madagascar fut l'une des trois premières régions à recevoir des financements du CEPF, en raison de sa biodiversité exceptionnelle et des différentes menaces qui pesaient sur elle à l'époque. Madagascar abrite 12 000 espèces de faune et flore sauvages dont 90 % sont endémiques. Espèces d'oiseaux mondialement menacées : 19 Investissement du CEPF dans la région : 4,25 millions de dollars (2000-2006), suivi d'un programme de consolidation (2009 - 2011) de 1,39 millions de dollars. Le CEPF prépare actuellement un nouveau programme d'investissement pour 2014-2020, avec la préparation d'un nouveau Profil d'écosystème étendu aux îles de l'océan Indien.



(rédaction d'un plan de gestion, d'un business plan, de documents relatifs aux retombées sociales et économiques pour les populations, etc.). C'est tout le travail qu'a effectué le *Peregrine Fund* avec les populations locales pour leur permettre d'arriver au terme du processus. Néanmoins, la situation politique et le coup d'état en 2009, n'ont pas permis d'obtenir un statut définitif avant la fin du projet en 2011.

Le second objectif de ce projet est le renforcement des capacités de gestion des associations locales. Si l'objectif premier de la vision de Durban est bien l'élargissement des aires protégées, sa finalité est aussi d'inciter les communautés locales à gérer elles-mêmes ces zones, pour que celles-ci conservent leur biodiversité et permettent aux habitants de Madagascar de récolter les fruits dans l'avenir. Pendant trois ans, le *Peregrine Fund* a initié, avec les associations locales, des actions de conservation, de suivi ou encore de restauration des sites pour leur transférer des compétences en gestion de ressources naturelles. Plan de gestion, suivi des populations d'oiseaux, de lémuriers ou encore actions de prévention des pratiques de brûlis étaient à l'ordre du jour. À Mandrozo, les associations locales ont restauré près de 50000 ha avec des essences indigènes. De plus, de nombreux partenariats sur des échanges de pratiques ont eu lieu avec des ONG internationales comme le WWF ou *Asity Madagascar* (BirdLife à Madagascar).

Grâce aux suivis réguliers des oiseaux par les populations, les résultats de ces actions sont très nettes. À Bemanevika, la population de fuligule de Madagascar est passée de 9 adultes en 2007, à 22 en 2009 puis 33 à la fin de l'année 2011. Au Lac Mandrozo, la population de pygargue de Madagascar a pu se maintenir avec 9 couples nicheurs pendant toute la durée du projet. De plus, des mesures de compensation ont été proposées à tous les villages alentours, chaque fois que cela a été possible. Une vingtaine de personnes ont par exemple été sélectionnées dans les villages de Bemanevika pour être formées à l'apiculture. À Mandrozo, des ateliers ont été organisés pour améliorer la qualité des produits issus de la pêche et réduire l'utilisation du bois de chauffe pour la cuisson des poissons. Bien que ces aires protégées ne bénéficient toujours pas d'un statut de protection définitif, les capacités de gestion des associations locales ont été fortement renforcées, pour une meilleure protection de la biodiversité et le bien-être des populations locales.



© Amithab photos

Un casque jaune doré pour le calao bicorne et taché de noir pour le calao de Malabar (en vignette).



© Biosphoto / Michel Gunther / Mau

Lancé en septembre 2009, le projet de "Conservation participative du calao bicorne et du calao de Malabar, dans l'état de Kerala en Inde", a réussi l'ambitieux pari de transformer des chasseurs de calaos en gardiens de ces espèces. Une expérience qui se poursuit au-delà du projet financé par le CEPF.

S'IL est des bizarreries dans le monde animal, les calaos en sont les ambassadeurs ! Depuis toujours, les populations qui partagent leurs habitats sont émerveillées et troublées par leur incroyable casque jaune doré pour le calao bicorne et taché de noir pour le calao de Malabar. Aussi, de nombreuses populations voient en lui un symbole de fécondité et plumes et becs sont utilisés dans de nombreux rituels. Malgré cet impressionnant casque, les calaos sont très agiles et leur bec incurvé vers le bas leur permet de manger les fruits avec une grande habileté. Ces hôtes privilégiés des forêts tropicales jouent d'ailleurs un rôle écologique majeur dans la dispersion des graines dans la canopée. C'est en étudiant la flore dans la forêt de Vazhachal, dans l'État du Kerala au

sud-ouest de l'Inde, que le botaniste Amitha Bachar s'est intéressé aux rôles des calaos et y a consacré sept années de recherche. Vazhachal abrite les dernières parcelles de forêt riparienne quasi-intacte et avec elle son cortège d'espèces spécifiques, dont les dernières populations nicheuses de calao de Malabar (quasi-menacé) et une population non négligeable de calao bicorne (quasi-menacé). Ces deux espèces cousines nichent dans les cavités des grands arbres, entre 18 et 25 mètres de hauteur, et sont donc directement menacées par la déforestation, ainsi que par la chasse. Vazhachal abrite également la communauté Kadar dont

Les calaos sont menacés par la déforestation et la chasse

les moyens de subsistance dépendent directement des ressources de la forêt et de la rivière. Traditionnellement, les Kadar chassaient les calaos pour se nourrir. Désormais, bien que la forêt ne soit pas classée, la chasse de ces espèces est interdite car elles sont protégées nationalement par le Wildlife Protection Act.

Depuis 2004, Amitha suit les populations de calao bicorne et en 2007 il avait identifié 62 nids actifs. Il s'est alors rapproché de la population Kadar et y a embauché des assistants de recherche, en raison de leur excellente connaissance de l'écologie de la forêt et des calaos. Il a formé en quelques années une quinzaine de personnes, jadis chasseurs et désormais chargés du suivi de l'espèce. En 2006, il s'est rapproché du Département de la Forêt pour demander un soutien et obtenu que des salaires soient versés aux gardes pour assurer le suivi des calaos en période de nidification. Située dans le hotspot des Ghats occidentaux, la forêt de Vazhachal est aussi une zone clé pour la biodiversité, ce qui a permis à Amitha de se tourner

Appel à gardiens de la nature

Caucase



Ci-dessus : un calao bicorne femelle. À droite, en vignette, les participants au projet.

vers le CEPF, en 2009, pour financer son projet. La bourse accordée à Amitha vise à consolider le programme de suivi de nidification des calaos. Non seulement il a pu renforcer son projet dans la forêt de Vazhachal mais il a également pu le répliquer dans trois autres forêts avoisinantes : Parambikulam, Chalakudy et Nelliampathi. Entre septembre 2009 et octobre 2010, 31 nouveaux gardes ont été sélectionnés et formés, triplant ainsi le nombre de gardes et la surface de la zone de suivi. En 2010, le ministère de l'Environnement et des Forêts a reconnu l'importance et l'effectivité du projet en finançant pour la première fois la formation des gardes



© Amithab photos

LE HOTSPOT DES GHATS OCCIDENTAUX ET DU SRI LANKA

Les Ghats occidentaux de l'Inde et des plateaux du sud-ouest du Sri Lanka sont très similaires dans leur géologie, climat et histoire. Ensemble, ils forment un des hotspot les plus denses en terme de population. L'investissement du CEPF s'est concentré sur les Ghats occidentaux qui s'étendent sur plus de 180 000 km² le long de la côte ouest du sous-continent indien. Le profil d'écosystème se concentre sur 5 corridors prioritaires pour la biodiversité et 80 zones clés pour la biodiversité. Espèces de faune et de flore menacées (recensées par la Liste rouge de l'UICN) : 332

Espèces d'oiseaux mondialement menacées : 15

Investissement du CEPF dans la région : 6,077 millions de dollars (2008-2014), Profil d'écosystème : Ashoka Trust for Research in Ecology and Environment (ATREE) et le Wild Life Conservation Society (2007)

Equipe de mise en œuvre régionale : ATREE



© Phil Liew

© Prénom Nom

pour le suivi des calaos. En 2010, seuls deux cas de chasse au calao ont été rapportés, 80 nids de calao bicorne ont été identifiés et 5 nids de calao de Malabar, contre un seul en 2005.

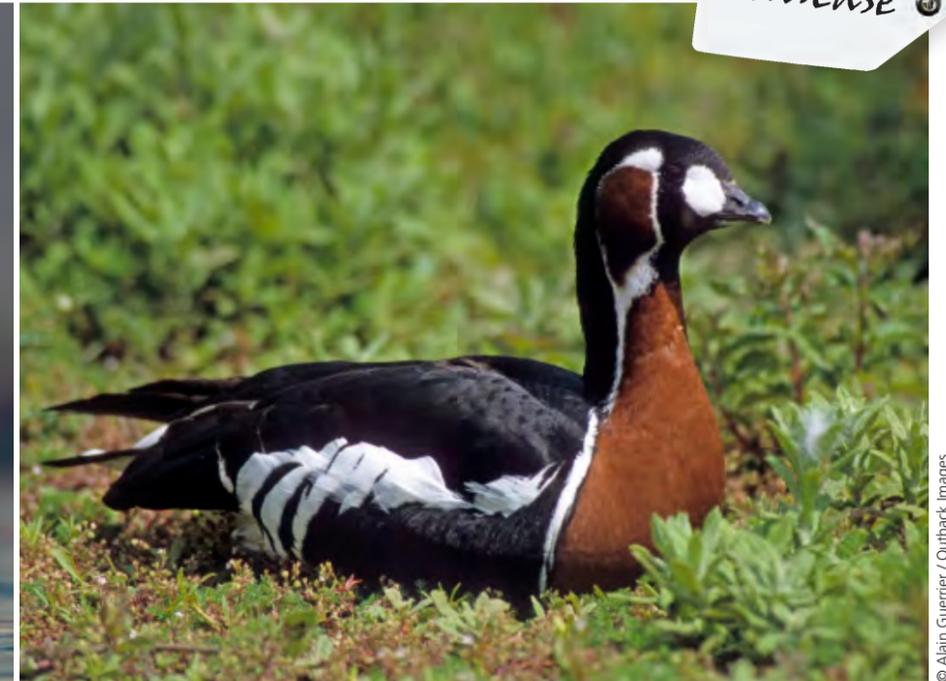
Que ce soit pour la communauté Kadar ou le ministère de l'Environnement, ce projet est source de fierté pour ses participants. Amitha souhaite désormais accompagner les gardes en structurant une organisation communautaire capable de générer et de gérer leurs propres fonds. La raison de ce succès ? Une bonne connaissance de la population

Kadar, ainsi qu'un important travail en amont dédié à la sensibilisation sur la protection des calaos. Pour les gardes, ce projet soutient leurs coutumes et compétences traditionnelles et le projet semble très bien accepté. Un producteur local a d'ailleurs choisi le calao comme logo.



© Biosphoto / Frédéric Desmette

Un pélican frisé et une bernache à cou roux.



© Alain Guerrier / Outback Images

Trois ans pour construire un réseau de bénévoles capables d'assurer la protection des ZICO, c'est l'objectif que se sont fixés les représentants de BirdLife en Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan et Turquie. Retour sur cette initiative ambitieuse, soutenue par le CEPF.

COMMENT faire en sorte que des Zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO), soient correctement protégées dans des régions où ni l'État, ni les associations n'ont les moyens de s'en charger ? Facile ! En initiant un réseau de "Gardiens de sites". C'est en effet la finalité proposée par le projet "Développement d'un réseau de gardiens de ZICO pour les corridors prioritaires" lancé par BirdLife Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie et Turquie entre 2005 et 2008. Situé dans le hotspot du Caucase et couvrant des corridors prioritaires, ce projet a pu recevoir le soutien du CEPF. Les "Gardiens de site" aussi appelés "Gardiens de ZICO" sont une pratique courante dans le réseau BirdLife, et s'avèrent être un outil de conservation très efficace

dans certaines situations politiques. Le principe est simple, à une ZICO identifiée au préalable est rattaché un réseau de gardiens, composés de membres des communautés locales et géré par un coordonnateur national, travaillant pour le représentant de BirdLife. L'existence d'une structure BirdLife officielle est le plus souvent un gage de réussite de durabilité du réseau. Dans le cadre de ce projet, l'Armenian society for the Protection of Birds (ASPB), Azerbaijan ornithological society, le Georgian center for the conservation of wildlife and Doga demegi, étaient tous représentants, ou en passe de le devenir, du réseau BirdLife International dans leur

Les gardiens de sites : un outil de conservation très efficace !

pays respectif. Ce projet avait d'ailleurs comme objectifs parallèle de renforcer les capacités des partenaires nationaux de BirdLife. De nombreux ateliers de formation ont ainsi été délivrés aux équipes : gestion de projet et recherche de financement ; gestion conservatoire ; initiation à l'intégration du développement dans les projets de conservation ; suivi des ZICO ; coordination nationale du réseau ; etc. Ainsi, au cours des trois années du programme, les compétences des équipes se sont largement étoffées et ils ont pu par la suite les retransmettre au niveau local. Ce sont précisément ces nouvelles capacités acquises au niveau national qui ont permis d'engager un travail de qualité et dans la durée avec les communautés locales.

Une des difficultés de la constitution d'un tel réseau de Gardiens de site, réside principalement dans le choix des gardiens. Le plus souvent ce travail se fait lors de visites organisées des ZICO ou via des connaissances personnelles. Untel est un éleveur et a une parfaite connaissance de l'écologie de ce site, l'autre est un universitaire très au courant des techniques de suivi et de gestion, etc. Peu importe qui ils sont,



© Biosphoto / Joe Blossom / Photoshot



© Biosphoto / Dietmar Nill

L'oise naine et l'aigle impérial. En vignette : l'érismaure à tête blanche.

tant qu'ils souhaitent s'engager pour la protection de leur biodiversité et qu'ils en ont une connaissance suffisante. Policiers, enseignants, chasseurs ou encore restaurateurs font ainsi partie de ce réseau atypique. Une fois les gardiens désignés, ils reçoivent une formation pour le suivi des ZICO et sont la plupart du temps impliqués dans les activités de conservation et de comptage. La responsabilité de base d'un gardien est le suivi des populations d'oiseaux, l'identification des menaces en cours ou à venir pour le site et les relations avec les autorités et les communautés locales. Dans le cadre du projet Caucase, des bourses pour de petits projets de conservation ont été proposées aux gar-

diens pour qu'ils puissent se confronter au terrain. Puis selon les expériences de chacun, ils peuvent être amenés à faire de la sensibilisation à la nature ou même à développer des plans de gestion pour la conservation des ZICO.

Dans le cadre de ce projet, sept plans d'actions régionaux pour des espèces menacées ont ainsi été élaborés. L'aigle impérial, le faucon crécerellette, le pélican frisé, l'oise naine, la bernache à cou roux, la sarcelle marbrée et l'érismaure à tête blanche ont ainsi bénéficié de nouvelles actions de conservation dans plus de 24 sites à travers le Caucase, financées par le biais de petites bourses CEPF et mises en œuvre par les gardiens.

LE HOTSPOT CAUCASE

Le hotspot du Caucase, véritable isthme entre les mers Noire et Caspienne, couvre une superficie de 580 000 km² du nord est de la Turquie au nord ouest de l'Iran, en passant par l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et le sud de la Fédération de Russie. 5 corridors et 107 sites prioritaires ont été identifiés.

Espèces de faune et flore mondialement menacées : 51

Espèces d'oiseaux mondialement menacées : 11

Investissement du CEPF dans la région : 8,5 millions de dollars (2003-2009), phase de consolidation : 1 million de dollars (2011-2014)

Profil écosystémique : WWF Caucase (2003), CEPF Consolidation programme, WWF Caucase (2010)

Equipe de mise en œuvre régionale : WWF Caucase



© Biosphoto / José-Luis Gómez de Francisco

À la fin des trois années du projet, 95% des sites à protéger possédaient un gardien. Au total, 31 personnes ont été désignées pour couvrir 29 des 32 sites prioritaires, plus 15 autres en dehors des zones d'investissement du CEPF. Le succès du projet est d'autant plus total que les gardiens sont désormais bien identifiés par les populations qui n'hésitent pas à les alerter dès qu'ils remarquent quelque chose d'inhabituel. Un réseau désormais solide qui vient renforcer celui de BirdLife en Europe de l'Ouest, composé de plus de plus 1 500 gardiens.

MARION GRASSI

LPO MISSION OUTRE-MER ET INTERNATIONALE